
**Communiqué du CPR du 8 octobre 2003
signé par Moncef Marzouki (extraits),
traduction Éric Gobe :
« Pour la souveraineté du peuple,
l'État de droit et la dignité du citoyen »**

[...] La direction du CPR de l'intérieur et de l'étranger s'est réuni les 3 et 4 octobre et a débattu du plan d'action du parti :

1. [...] Nous devons prendre en compte les circonstances internationales dont le régime dictatorial et policier tire profit. Il tire également profit du sentiment de frustration et d'échec dans la société nationale et arabe, ainsi que des difficultés des partis et des organisations nationales à se constituer en tant que véritable opposition à l'instar de celle qui existe dans les pays développés et ce, en raison de l'atmosphère répressive. Nous devons prendre en considération l'épuisement des subterfuges du pouvoir, des solutions artificielles, l'aggravation de la crise économique, l'accroissement de la colère et du ressentiment chez les jeunes, l'effondrement de la crédibilité du régime, l'intensification des luttes intestines et le rôle positif des exemples admirables que donnent l'héroïque peuple palestinien et le peuple irakien dans sa résistance à l'occupation américaine. Tous ces facteurs, générateurs d'énergie, qui peuvent être exploités pour imposer la fin de la dictature, rendent nécessaire la définition d'une stratégie claire aux objectifs précis.

2. Le CPR, au regard de son analyse objective, considère qu'il n'est pas possible de réformer un régime qui s'est bâti consciemment sur la corruption [...]. Les différentes parties ne peuvent pas, au nom du réalisme et de l'opportunisme politique, transiger sur le droit du peuple tunisien à se débarrasser de la corruption et de la dictature, de jouir des libertés individuelles et publiques et d'élections libres et honnêtes [...].

3. En conséquence, le CPR affirme son attachement au droit imprescriptible de notre peuple de mettre fin à la dictature, de construire la République et un régime démocratique quel que soit le rapport de forces actuel. Il renouvelle également son refus de reconnaître le coup d'État constitutionnel qui a donné au dictateur l'immunité et la présidence à vie. Le CPR refuse catégoriquement toute solution truquée, telle que la participation à la farce électorale.

4. Dans ce cadre, nous faisons porter au simple citoyen la responsabilité de sauver sa patrie, son honneur et l'avenir de ses enfants. Nous faisons plus particulièrement endosser à la classe politique la responsabilité de mobiliser

et d'encadrer les forces endormies de la société. Nous l'appelons à faire surgir un plan commun qui ouvre des perspectives à un peuple sans horizons.

5. Afin de sortir rapidement de l'état de frustration, d'échec, d'attente craintive et de l'explosion qui pourrait en découler, le CPR affirme sa détermination à :

a) œuvrer à l'élargissement de la résistance civile à travers l'ouverture aux travailleurs, aux paysans et à la jeunesse en faisant des préoccupations quotidiennes du citoyen des enjeux de lutte pour l'année à venir ;

b) s'opposer à la candidature de Ben Ali, refuser la farce électorale et la légalisation du coup d'État constitutionnel. Cette opposition doit prendre toutes les formes de mobilisation tant à l'étranger que dans le pays ;

c) intensifier le dialogue entre les différents acteurs de la résistance civile pour pérenniser la méthode de coordination qui a présidé à la tenue des réunions de Tunis et de Paris des 12 et 18 mai 2002 et à la réunion d'Aix-en-Provence du 25 mai 2002 ;

d) préparer l'appel à la conférence nationale démocratique au cours de laquelle tous les acteurs ratifieront le contrat fondateur de la République et du régime démocratique. Ils choisiront l'institution transitoire qui conduira la bataille de la fin de la dictature.

6. Pour diriger avec compétence et efficacité la bataille de 2004, le CPR pense que toutes les forces politiques efficaces doivent resserrer leurs rangs, faire triompher l'intérêt national, repousser la concurrence légitime et naturelle entre les personnes et les organisations jusqu'au jour où les conditions seront remplies pour une compétition honnête qui n'est possible qu'en présence d'institutions et de valeurs démocratiques [...].

Réaliser ces objectifs, seuls susceptibles de sauver la nation, est de la responsabilité de tous les Tunisiens. C'est pourquoi le CPR appelle tous les secteurs de la société à se départir de leur peur, à sortir de leur attentisme et à surmonter leur frustration pour s'engager dans une lutte susceptible de faire surgir une résistance civile, pacifique et suffisamment courageuse pour imposer ses droits et les libertés qui construiront une nation que ses fils ont déjà libéré une fois de l'injustice, de la corruption et de la dépendance.

Entretien accordé par Moncef Marzouki à *Al-Qods Press*, 29/12/2003 (extraits), traduction Éric Gobe

Pourquoi ne s'est-il pas produit dans les pays arabes ce qui a eu lieu en Géorgie ? Un souffle populaire qui emporterait les régimes et libérerait les peuples.

C'est un sujet compliqué. Pour que la rue arabe bouge, il lui faut des objectifs clairs et une direction nationale. Les peuples ne bougeront pas pour simplement se libérer de la dictature ; c'est à ce niveau là qu'intervient la responsabilité des élites. Elle n'a pas progressé. Il n'existe pas de direction ou

de leadership collectif, pas de programmes planifiés... Les élites se contentent de réagir.

Il faut franchir une nouvelle étape. En Géorgie, il existait un accord sur les objectifs chez les élites. Toutes étaient d'accord pour faire chuter un régime despotique, refusaient de transiger avec lui, n'acceptaient pas les résultats des élections, etc. Il faut parvenir à franchir cette étape dans la nation arabe. Je pense que la rue a mûri. Peut-être que l'explosion se produira, chez les Arabes, cinq ans après celle de la Géorgie. Peut-être moins ou peut-être plus. Nous n'avons pas d'autres choix que de nous engager dans cette voie : une direction nationale, la désobéissance civile et des objectifs clairs, c'est-à-dire une rupture radicale avec les dictatures. Il s'agit de construire un système arabe nouveau. La rue arabe ne bougera que si nous empruntons une telle voie.

L'opposition et l'élite géorgienne ont réussi à se mettre d'accord. Pourquoi n'est-ce pas possible dans la nation arabe ? Le problème vient-il seulement de l'opposition ? N'y a-t-il pas des facteurs extérieurs qui expliquent la différence de situation des pays arabes par rapport à la Géorgie ?

La situation de la nation arabe est complexe. Elle s'explique par de nombreux facteurs en interaction. Ce qui m'importe en tant qu'homme politique, c'est la responsabilité de la classe politique. La variable étrangère restera toujours un facteur pesant de tout son poids. On ne peut pas changer les termes de l'équation mondiale du jour au lendemain.

Si des forces étrangères interviennent et tentent d'imposer leurs conditions, le problème est de savoir comment leur faire face. Ici aussi nous en revenons à la responsabilité des élites et à celle des forces politiques arabes.

Les régimes despotiques jouent de la contradiction apparente entre deux choix : le choix démocratique et le choix islamiste. C'est ce qui différencie le monde arabe de l'ex-URSS et des pays de l'Est ou la seule alternative à la dictature était la démocratie. Tout d'abord les régimes arabes introduisent une contradiction entre les deux termes de l'alternative. Ensuite, pour satisfaire l'Occident, ils disent que choisir la démocratie revient à laisser à la porte ouverte à l'islamisme. Cela donne à ces régimes une importante marge de manœuvre [...].

En tant qu'homme politique, je dis qu'il faut constituer un front rassemblant toutes les forces nationales contre la dictature. Nous sommes désormais devant un enjeu qui engage notre destinée. Nous sommes sous l'emprise à la fois de l'occupant intérieur et de l'occupant étranger [...].

En Tunisie, le choix n'est pas entre les islamistes et les démocrates. Le choix est entre ceux qui sont contre le régime despotique et qui veulent le remplacer et les forces qui veulent transiger avec lui, qu'elles soient islamistes ou démocrates. Un front national aurait pour objectif de ne pas transiger sur les principes démocratiques, de ne pas transiger sur l'identité, et de fixer une ligne nationale. Si les différends demeurent dominants et que s'engage une bataille entre les islamistes et les démocrates, le despotisme perdurera parce que continuera le jeu du régime, qui consiste à jouer des contradictions entre

ces deux tendances. Les régimes cherchent le soutien de l'Occident en se présentant comme le dernier rempart face un épouvantail islamiste qu'ils ne cessent d'agiter. Il convient de raisonner le courant démocratique afin qu'il reconnaisse l'identité culturelle des peuples arabes et de raisonner le courant islamiste pour qu'il accepte pleinement la démocratie. Si se produit le mariage historique entre islamistes et démocrates sur la base de la reconquête de l'indépendance nationale et de la liberté de décision nationale, que se construit un nouvel État non pas sur les bases de l'islam ou de la sharia, mais sur des bases démocratiques, en respectant l'identité du peuple, il y aura alors une porte de sortie. C'est ce que je demande. C'est ce pour quoi j'œuvre tant au niveau de la Tunisie que de la nation arabe.

S'orientent-on dans la nation arabe et en Tunisie dans une telle direction ?

Je ne peux pas répondre au niveau de la nation arabe. Chaque pays arabe a ses spécificités. Je sais qu'en Syrie il existe un accord sur la constitution d'un front national regroupant toutes les parties contre la dictature.

En ce qui concerne la Tunisie, le problème essentiel est l'existence d'un despotisme permanent qui puise sa force de l'étranger. Ce despotisme fait face à une opposition qui s'est engagée dans la voie de la déliquescence. Nous essayons au CPR de rassembler l'opposition démocratique. Nous avons essayé de le faire dans le cadre de la « convergence démocratique ». Nous avons essayé de le faire dans le cadre de l'initiative d'Aix-en-Provence. Nous sommes arrivés au même résultat : l'argument sans cesse évoqué est le refus de traiter avec les islamistes. En réalité, cela n'est qu'un prétexte. L'enjeu réel est qu'une grande partie de l'élite en Tunisie ne veut pas affronter la dictature, ce qui exige détermination et courage. Ils sont prêts à se lancer dans des élections, ce qui signifie qu'ils légitiment Ben Ali. Pour nous, le problème fondamental concerne les libertés.

[...] Il convient de ne pas transiger sur le droit du peuple tunisien à la démocratie, de ne pas accepter de traiter avec Ben Ali. Il faut exiger son départ. Toutes les forces prêtes à entrer dans ce combat pour une seconde indépendance se rencontrent sur ce programme, dont les grandes lignes se trouvent dans le « document d'Aix-en-Provence ». Celui-ci réunit toutes les visions concernant le futur État en Tunisie.

Ces forces s'engagent dans une opération de mobilisation de la rue, de désobéissance civile, de préparation et de fixation du cadre d'une grève générale [...]. Si je mets l'accent sur une résistance pacifique, ce n'est pas seulement parce que je suis un homme pacifique, un ardent défenseur des Droits de l'homme et un médecin, mais c'est aussi parce que je crois qu'une dictature qui sent arriver sa fin recourt à la violence. Elle place des bombes et accuse les extrémistes de les avoir mises. En fait, elle a besoin de la violence pour perdurer.

D'autres, qui essaient de constituer ce qui s'appelle un pôle démocratique progressiste ou quelque chose de ce genre, veulent participer aux élections. Ils reconnaissent ainsi la légitimité de Ben Ali et en dernier ressort cette farce électorale qui leur donne quelques sièges....

Est-ce la raison pour laquelle vous avez boycotté la dernière réunion de certains partis de l'opposition ?

Oui, le CPR a une stratégie complètement différente. Notre objectif est de réaliser la véritable démocratie, d'exiger le départ de Ben Ali, de ne pas transiger sur le droit du peuple tunisien à la démocratie. Ben Ali n'a aucune légitimité. Je veux que nous sortions de la société civile pour pénétrer la société en profondeur, aller vers la rue, vers la jeunesse, vers les travailleurs et les paysans. Il faut tenir un discours mobilisateur. Nous devons être prêts à la confrontation et au sacrifice si la situation l'exige. Le but est de faire partir Ben Ali et de construire un État démocratique.

Celui qui veut s'engager dans une telle stratégie est le bienvenu. Nous constituerons sur cette base une direction collective dont je ne demande d'ailleurs pas la présidence. Je pense au contraire que pour dépasser la question des ambitions personnelles, il faut rechercher une personnalité considérable et d'expérience qui en serait le porte-parole.

Les acteurs étrangers existent. Il faut aller vers eux en leur affirmant que nous voulons réaliser la démocratie. Nous voulons une transition pacifique. Nous ne sommes pas en guerre contre l'Occident en tant qu'Occident. Mais nous n'accepterons jamais que les gouvernements occidentaux, et plus particulièrement le gouvernement américain continue à soutenir des régimes qui nous oppriment et nous humilient [...].

Désormais, il existe une ligne stratégique qui consiste à rompre avec le pouvoir, à préparer la confrontation, à aller vers la rue, préparer la grève générale. Celui qui n'adhère pas à cette ligne est complice du pouvoir. Nous ne participerons pas à la mascarade électorale. Il y a des idées sottes telles que celles qui appellent à soutenir le Mouvement Ettajdid qui n'est qu'un parti de décor.

Puisqu'une partie de l'opposition n'est pas prête à agir avec le mouvement Ennahda et qu'une autre partie n'est pas prête à payer le coût de la confrontation avec le pouvoir, n'avez-vous pas peur de vous retrouver, vous et Ennahda, seuls dans l'alliance, coupés des autres forces politiques et de la société civile ?

[...] L'État qu'il faut mettre en place doit être démocratique et non religieux. Ceci est tout à fait clair dans le contrat social que nous avons signé à la rencontre d'Aix-en-Provence. C'est pourquoi je n'ai pas peur que l'on nous accuse de pactiser avec des mouvements « obscurantistes » [...].

Je pense fortement qu'il existe des forces qui veulent mettre fin à ce régime et arrêter la dégradation actuelle de la situation de l'opposition, parce que la déliquescence de l'opposition vient non pas de l'absence d'ennemi commun, mais de l'absence d'objectif commun.

Il est probable que nous sommes une minorité. Mais je suis persuadé qu'à l'avenir les gens nous rejoindront parce que le contrat que nous proposons est clair et que nos demandes sont claires : un État démocratique et un État de droit. Nous ne laisserons personne exercer un chantage en évoquant Ennahda [...].

Lorsque l'on regarde la scène politique tunisienne, on s'aperçoit qu'elle est dans un état de délitement complet. C'est cette image que l'on donne de la société civile au peuple tunisien. Nous ne l'acceptons pas [...]. Nous avons un ennemi et nous concentrons sur lui ; cet ennemi, c'est la dictature.

Votre présence à l'étranger n'est-elle pas un obstacle politique à la réalisation du projet que vous proposez ? Vous appelez à la désobéissance civile, mais le peuple ne peut pas répondre positivement à cet appel alors qu'il voit que les leaders qui formulent cet appel se trouvent à l'étranger. Celui qui paie le prix de l'engagement est, en dernier ressort, celui qui se trouve sur le territoire national. Celui qui se trouve à l'étranger est dans une situation complètement différente...

Je ne suis pas le seul leader sur lequel se polarisent tous les regards [...]. Une telle conception est narcissique et débouche sur une forme de culte de la personnalité. Je me considère comme...

Mais cette question vient de votre appel à...

Je vous prie de me laisser finir mon raisonnement. J'ai quitté la Tunisie pour une simple raison. Le mouvement politique était dans un tel état de dégradation qu'il se trouvait pris dans un cercle vicieux : une cinquantaine de personnes se rencontraient, parlaient entre eux, écrivaient les mêmes communiqués, faisaient des grèves de la faim sous le regard des TV. J'ai compris que tout cela ne menait pas à grand-chose. C'est pourquoi j'ai préféré me retirer. J'ai préféré partir pour accoucher de mes pensées et pour communiquer avec le peuple tunisien à travers les chaînes satellitaires.

Mais je peux annoncer dès maintenant que je vais rentrer en Tunisie à l'occasion des élections. Je m'opposerai avec force à ces élections. Je serai aux côtés du peuple tunisien. Mais je ne me lancerai dans aucune lutte. Je ne serai présent à aucun meeting, je ne signerai aucun communiqué. Je ne soutiendrai désormais aucune grève de la faim.

Ce qu'il faut maintenant, c'est réunir tous les citoyens de manière pacifique, aller vers les gens, mettre au point une ligne politique claire, faire face au pouvoir. Telle est ma ligne de conduite. Si une véritable bataille se déclenche avec le pouvoir, je m'y engagerai. Je serai en Tunisie au début d'octobre prochain. J'assumerai mes responsabilités [...].

Vos propos et vos derniers articles sur l'opposition font dire à certains que le docteur Marzouki est un homme inquiet, frustré et en échec. La raison en est peut-être que par le passé, on vous décrivait comme une personnalité indépendante, un défenseur des Droits de l'homme ayant de bonnes relations avec tous. Or aujourd'hui, vous êtes un concurrent politique parmi d'autres. [...] Dans quelle mesure une telle description est-elle valable ?

Je ne suis pas en échec. Je suis en colère et triste quand je vois l'état de délabrement de la classe politique. Les conflits véhiculés sur internet ne nous

font pas honneur... Les divisions ne nous font pas honneur... d'autant plus que nous sommes devant une situation profondément gangrenée... les difficultés auxquelles fait face le peuple... Ce peuple a besoin de leaders en qui il peut avoir confiance. J'ai essayé ces deux dernières années de donner corps à une direction collective, mais je n'ai pas réussi.

L'objectif reste le même [...]. J'ai répété à tout le monde que la querelle autour de la personne qui sera le prochain président de la République était une querelle de chiens combattant pour un os hypothétique. Et si cette bataille autour de cet os hypothétique continue, le régime héritera d'un autre dictateur qui se saisira de l'os [...].

Si la dictature chute, nous poserons les bases d'un nouvel État. Tout individu aura le droit de se présenter aux élections. Le peuple choisira. Je serai le premier à féliciter un président qui aura été élu par le peuple tunisien avec 51 % des voix. Je me présenterai à ce moment-là aux élections présidentielles, surtout si mon parti présente ma candidature [...]. Mais celui qui parle aujourd'hui de candidature commet une erreur politique. Il vient avec le tapis avant que la mosquée ne soit construite (proverbe tunisien signifiant mettre la charrue avant les bœufs).

[...] C'est ce que j'ai dit à Ahmed Néjib Chebbi et à Mustafa Ben Jaafar. Mais mes propos n'ont eu que peu de portée. La raison en est que ces gens n'ont pas rompu avec le pouvoir. Ils ne sont pas en position de dire « Nous voulons le départ de Ben Ali... C'est pourquoi ils prétextent des circonstances extérieures et nous parlent du problème des islamistes. Le prétexte islamiste est là pour ne pas affronter le pouvoir [...]. Le problème aujourd'hui est de faire surgir une direction collective [...]. L'objectif est clair : faire partir Ben Ali.